



Théorie et pratique de la redistribution : une critique de Rawls et Piketty

par

Hannes H. Gissurarson



Hannes H. Gissurarson est professeur de théorie politique à l'Université d'Islande, directeur de la recherche académique au groupe de réflexion islandais RNH et ancien membre des conseils d'administration de la Mont Pelerin Society et de la Banque Centrale d'Islande.



1. Introduction

Le socialisme compris comme aspiration à une planification économique centralisée a probablement été classé parmi les valises encombrantes de l'histoire : Il est peu probable, quoique pas impossible, qu'il puisse un jour renaître de ses cendres. Les socialistes modernes l'ont remplacé par un appel à une vaste redistribution des revenus dans un ordre marchand qui serait préservé. Si l'expérience soviétique a démontré que la planification centrale était vouée à l'échec — ainsi que l'avait prédit Ludwig von Mises (1922) — la Suède est aujourd'hui saluée comme un exemple de société socialiste prospère, même si les impôts y sont élevés et les prestations sociales généreuses. « Dans des démocraties fortes et dynamiques, un État providence généreux n'est pas une voie vers la servitude, mais plutôt vers l'équité, l'égalité économique et la compétitivité internationale », affirme Jeffrey Sachs (2006, p.42), invoquant les pays nordiques. Sur le plan théorique, les deux penseurs politiques qui constituent les principales sources d'inspiration des socialistes modernes sont John Rawls et Thomas Piketty. Bien que tous deux envisagent une redistribution extensive des revenus par le biais de la fiscalité, leurs préoccupations sont radicalement différentes. Rawls (1971) considérait la pauvreté comme un fléau social qu'il fallait briser et soutenait que le système que choisiraient des êtres humains rationnels qui ne seraient pas guidés par des intérêts et des circonstances particuliers, serait celui dans lequel le niveau de vie du segment le plus pauvre de la population serait aussi bon que possible. Piketty, de son côté, semble considérer la richesse plutôt que la pauvreté comme le vrai problème et appelle à des impôts mondiaux confiscatoires sur les actifs et les revenus des super-riches parce que « le capitalisme génère automatiquement des inégalités arbitraires et insoutenables qui minent radicalement les valeurs méritocratiques sur lesquelles les sociétés



démocratiques sont fondées » (Piketty 2014, p.1). Je voudrais ici faire quelques observations au sujet des nombreuses critiques auxquelles ont été soumises les œuvres de Rawls et Piketty.

2. Le Georgisme en personne

Il est tout à fait possible, comme le soutient Rawls, que des êtres humains rationnels, placés derrière ce qu'il appelle « un voile d'ignorance », choisissent un système dans lequel le niveau de vie du segment le plus défavorisé de la population serait aussi bon que possible¹. Acceptant la possibilité qu'ils puissent eux-mêmes se retrouver parmi les plus démunis, ils pourraient adopter la stratégie consistant à se préparer au pire au lieu d'espérer le meilleur. Mais on est alors en droit d'objecter que la théorie présentée par Rawls ne concerne pas la justice, mais la prudence (Lucas 1980, p.186 ; Flew 1981, pp. 81-2). Traditionnellement, la justice a été considérée comme quelque chose qui concerne les activités individuelles et plus particulièrement l'injustice, la justice étant l'absence d'injustice tout comme la paix est l'absence de guerre (Aristote [c. 340 av. JC] 1941, pp. 1015-1019). L'enseignant qui note les élèves en fonction de la religion de leurs parents, et non de leurs performances aux examens, est injuste. Il en va de même pour le juge qui inflige les peines en fonction de la race du condamné plutôt qu'en se fondant sur la gravité des infractions. En d'autres termes, la justice est ce que vous pouvez légitimement attendre et exiger des autres. Vous ne pouvez pas, par exemple, insister pour qu'ils soient généreux, mais vous pouvez exiger qu'ils respectent vos droits. De plus,

¹ Le « voile d'ignorance » n'est pas sans nous rappeler le « spectateur impartial » de Smith (Smith 1982 :134). Lorsque Platon arrachait les rois-philosophes de leurs familles et leurs propriétés sans doute poursuivait-il le même but : faire disparaître les intérêts spécifiques (Platon 1961, pp. 660-661).



l'argument de Rawls au sujet des choix faits derrière le voile d'ignorance n'est peut-être pas le plus plausible dans la mesure où des individus rationnels motivés par la crainte de finir pauvres pourraient néanmoins adopter une stratégie mixte, par exemple le déploiement d'un filet de sécurité pour l'ensemble de la société au-dessous duquel personne ne peut tomber, tout en préservant la possibilité pour les autres de s'élever bien au-dessus du revenu ou du patrimoine moyen. Ainsi, les gens peuvent simultanément se préparer au pire et espérer le meilleur.

Il n'est pas largement reconnu que la théorie de Rawls est vraiment du Georgisme pur. Au XIXe siècle, l'activiste américain Henry George ([1879] 1935) observe que le prix des terres dans les régions où l'on découvre de l'or augmente fortement et de façon soudaine, sans que les propriétaires fonciers aient contribué d'une quelconque façon à la situation. En conséquence de quoi il proposa une taxe confiscatoire sur la partie de la terre qui pouvait être considérée comme la dotation de la nature plutôt que le fruit du travail de l'homme. Mais l'activité économique normale n'est pas comparable à la découverte soudaine de l'or. Il est difficile, voire impossible sauf dans des cas particuliers, de distinguer entre la part du prix d'une ressource naturelle telle que la terre qui provient de l'amélioration que l'homme a pu apporter à cette terre et la part du prix qui est entièrement imputable à la nature. En outre, la plupart des propriétaires privés de ressources naturelles ont déjà payé le prix fort et il serait injuste de confisquer leurs biens sans les indemniser intégralement. Encore une fois, la valeur totale d'une ressource naturelle n'est pas un chiffre donné une fois pour toutes. Elle est découverte et régulièrement révisée selon un processus de marché expérimental où les gens ont la possibilité d'échanger ces ressources, de les diviser ou de les combiner. La production totale de deux parcelles utilisées séparément sera-t-elle supérieure ou inférieure à la production



des parcelles après leur regroupement en une seule ? Les terres devraient-elles être utilisées pour le pâturage, les cultures, les parcs, les aéroports, la chasse, ou pour d'autres fins qu'il reste à découvrir ? (Gissurarson, 2017a)

Si le Georgisme semble difficilement applicable au cas des ressources naturelles telles que la terre, il l'est encore moins lorsque l'on considère les capacités personnelles. Rawls soutenait que les inégalités et différences dans la répartition des dotations individuelles, telles que la beauté, l'esprit vif, les prouesses athlétiques ou une voix puissante, étaient « arbitraires d'un point de vue morale » (Rawls 1971, p.15). Il est vrai que les mieux dotés, le beau garçon, la fille intelligente, l'athlète très décoré ou le chanteur d'opéra populaire, ne méritent peut-être pas ces cadeaux de la nature. Mais là encore, il est presque impossible de faire la distinction entre la part de leur revenu qui proviendrait uniquement de la nature et celle qui proviendrait du travail accompli, apprentissage, formation, pour améliorer les capacités héritées. Encore une fois, ces qualités viennent au monde déjà attachées à des individus et deviennent encore plus étroitement liées à ces individus au fil de leur développement : On peut donc dire que ces dotations initiales sont devenues partie intégrante de leur personnalité. Il ne fait aucun doute qu'il y a certaines capacités naturelles que peu de gens voudraient redistribuer par décret gouvernemental. Si vous avez deux yeux alors que votre voisin est aveugle, et si transférer les yeux d'une personne à l'autre se fait sans trop de difficultés, pour autant rares sont ceux qui seraient en faveur d'un transfert forcé d'un œil de vous vers l'aveugle (Nozick 1974, p.151). Les transferts de reins ont certes lieu, mais ils sont volontaires. Le plaisir que l'on tire de la pleine vue ne semble pas totalement différent du revenu que l'on tire d'autres capacités naturelles. L'opinion traditionnelle est



certainement que c'est un malheur plutôt qu'une injustice que certains naissent avec moins de capacités que d'autres.

Rawls a peut-être raison de dire que la répartition des capacités personnelles est moralement arbitraire. Mais les individus peuvent avoir droit à ces capacités, ainsi que l'affirme Robert Nozick (1974, pp. 179-183), et les individus semblent certainement mériter cette part de leur revenu imputable à l'amélioration qu'ils ont apporté aux capacités dont ils ont hérité. Edison faisait remarquer : « Le génie c'est un pour cent d'inspiration et quatre-vingt-dix-neuf pour cent de transpiration » (Rosanoff 1932, p.406). De plus, en admettant que vous ne méritiez pas les capacités dont vous avez hérité, il ne s'ensuit pas nécessairement que les autres les méritent ou que vous ne méritiez pas le revenu qui peut être tiré de l'utilisation que vous en faites (Flew 1981, p.79). Il est possible que des gens placés derrière le voile d'ignorance s'entendent sur le principe que, dans une société d'abondance, les citoyens devraient être taxés afin de maintenir un niveau minimum de revenu pour tous, un filet de sécurité. Mais il est difficile de voir d'où pourrait bien venir, pour les moins nantis, un droit légitime et inconditionnel à une portion de la richesse créée par les autres, sans qu'ils n'aient en rien contribué à cette création de richesse.

3. Création de richesse

Rawls répondrait bien sûr que la richesse se crée dans un processus social et que tout le monde bénéficie de la coopération sociale. Mais cela n'implique pas pour autant que tout le produit de la société soit à la disposition du peuple dans l'expérience mentale destinée à dégager les principes raisonnables de justice depuis derrière le voile d'ignorance. Supposons que dix Robinson Cruséo sont échoués sur dix îles distinctes, sans aucun moyen de



commerce ou de coopération entre eux (Nozick 1974, p.184). Les années passent et les naufragés deviennent des colons. Certains sont rejoints sur leurs îles par des gens comme Homme-Vendredi, ce qui rend possible une division du travail avec une augmentation subséquente du produit total de leurs îles. D'autres sont rejoints par Femme-Vendredi, de telle sorte qu'ils puissent être féconds et se multiplier et bénéficier encore plus de la division du travail et de la mise en clôture des terres et autres ressources. Certains apprennent vite et travaillent dur, acquièrent diverses compétences, construisent des bâtiments et accumulent des biens. D'autres sont paresseux et survivent à peine. Certaines îles se révèlent également plus fertiles que d'autres. Soudain, après 28 ans — ce qui correspond à la durée que le héros du célèbre roman de Daniel Defoe (1719) passa sur son île — les habitants des dix îles sont en mesure d'unir leurs forces, de commercer et de coopérer, peut-être parce que le plus entreprenant d'entre eux a pu construire un bateau et offre maintenant un transport entre les îles à bas prix. Il est difficile de voir comment les habitants des îles les plus pauvres pourraient en quelque sorte revendiquer une partie du produit total des îles les plus riches à cet instant, ou pourquoi les habitants des îles les plus riches devraient se sentir obligés, au nom de la justice, de donner une contribution aux habitants des îles les plus pauvres, bien qu'ils puissent le faire par compassion (ou pour réduire le risque d'agression). En tous les cas, ils ne feraient pas mention des avantages de la coopération sociale dans l'archipel.

S'il y a quelque chose à distribuer, ce serait tout au plus la part du produit total de l'archipel qui résulterait directement du commerce et de la coopération entre les dix îles suite à leur intégration économique et sociale et qui s'ajouterait à la part produite séparément sur chacune des îles. Certes, cette part peut constituer le plus gros du produit total, mais ce n'est pas quelque



chose que l'on peut découvrir comme on découvre une cache d'or sur une île au trésor. Les biens à présent disponibles dans l'archipel pour être échangés ou donnés — le bois, les maisons, bateaux, tuniques, vin, pain, noix de coco, poissons, livres, jeux de football, concerts de violon, et conférences de philosophie — sont apparus dans ce monde en appartenant déjà à des individus. A tout instant préexiste une répartition des biens dans l'archipel qui est la conséquence involontaire d'une myriade de transactions commerciales, y compris de dons et de legs. Ce que Rawls exigeait, c'était la redistribution forcée de ces biens, les transférant de ceux qui les possèdent maintenant à d'autres. Et lorsqu'il employait à plusieurs reprises l'expression inoffensive « arranger » à propos de cette redistribution (Rawls 1971, pp.43, 60, 61, 179, 181, 265, 302), il voulait vraiment dire « contraindre ».

4. Répartition par les choix

Si l'argument en faveur d'une redistribution forcée de cette partie du produit total est qu'elle est le fruit de la coopération sociale et qu'il est difficile, voire impossible, de démêler ce que chacun a contribué à l'augmentation du produit, alors une réponse typique des économistes pourrait être qu'il est possible et peut-être pas très difficile de démêler les différentes contributions. Elles se reflètent dans les prix du marché. La répartition des revenus qui résulte de transactions marchandes reflète approximativement le produit marginal de chaque personne active sur le marché, en d'autres termes, la valeur des actions et services d'une personne telle que perçue par les autres. Les salaires occupent la même fonction que les autres prix : ce sont des signaux qui vous indiquent où aller. Il est important de faire la distinction entre les incitations et l'information. Bien que nécessaires, les incitations ne sont pas suffisantes. Vous courez sûrement plus vite si vous espérez une carotte et craignez le bâton.



Mais dans quelle direction courir ? Comme Friedrich Hayek (1983, p. 91) l'a fait valoir, la répartition des revenus dans une société libre transmet aux gens des informations sur les capacités qu'ils devraient développer s'ils veulent gagner leur vie en répondant aux besoins des autres. La redistribution forcée des revenus, au-delà de la mise en place d'un filet de sécurité, fausse considérablement ces signaux, en dirigeant souvent les gens vers des impasses, voire des pièges sociaux.

Rawls a largement ignoré la transmission de l'information qui s'opère par la distribution des revenus qui résulte elle-même des choix individuels. Il estimait au contraire que la justice (ou la prudence) exige d'imposer un modèle de répartition des revenus : les seules inégalités permises sont celles qui impliquent un gain pour les plus démunis. Mais, ainsi que le fait remarquer Nozick, le choix individuel, lorsqu'il est libre, bouleverserait tous ces schémas, qu'ils soient censés fonctionner pour les plus démunis, comme le stipule Rawls, ou pour d'autres groupes. Revenons à notre archipel composé de dix îles qui auraient joui depuis un certain temps des avantages de la division du travail et du libre-échange en sorte qu'elles sont devenues riches et peuplées. Supposons que la distribution des revenus, disons D1, y réponde plus ou moins à un critère que les philosophes moraux auraient construit pour déterminer ce qu'est une distribution juste des revenus. Imaginons à présent qu'un conférencier éloquent et divertissant du nom de Milton Friedman entreprenne le tour de l'archipel, demandant 50 dollars par personne pour ses conférences, en sus des coûts. Les gens affluent à ses conférences, avec 500 personnes assistant à chacune d'elles. Une fois la tournée achevée, Friedman s'est enrichi de 250 000 dollars alors que chacun des individus qui ont formé son public s'est appauvri de 50 dollars. La répartition des revenus dans l'archipel est passée de D1 à D2. L'inégalité des revenus s'est accrue. Mais le public de



Friedman est heureux. Où est l'injustice ? Pour faire la même remarque, Nozick (1974, pp.160-1) utilise le joueur de basketball Wilt Chamberlain et, avant lui, William Buckley (1986, p.57) se référerait au joueur de baseball Joe DiMaggio.

Dans le roman intitulé *Life and Fate*, Vasily Grossman ([1960] 2006, p. 68) décrit l'ambition d'un soldat soviétique mécontent, Pavlyukov :

« Depuis ma plus tendre enfance, j'avais toujours voulu ouvrir ma propre boutique, un endroit où il serait possible d'acheter tout ce que l'on veut. Avec son propre petit restaurant. « Voilà, tu as fini tes courses, maintenant offre-toi une bière, de la vodka, de la viande rôtie ! » J'aurais servi des plats régionaux. Et mes prix auraient été très bas. Pommes de terre au four ! Gros lard à l'ail ! Choucroute ! Et sais-tu ce que j'aurais donné aux gens pour aller avec leurs verres ? Des os à moelle ! Je les aurais fait mijoter dans la marmite. « Voilà, tu as payé ta vodka, prends à présent du pain noir et de la moelle osseuse ! » Et j'aurais eu des chaises en cuir pour qu'il n'y ait pas de poux. « Assieds-toi et tais-toi, on va s'occuper de toi ! » Eh bien, si j'avais réalisé quoi que ce soit de tout ça, j'aurais été envoyé directement en Sibérie. Mais je ne vois vraiment pas quel mal j'aurais pu faire à qui que ce soit en agissant de la sorte. »

Aussi différent que puisse paraître un État-providence moderne de la dure réalité de l'Union soviétique de Grossman, la leçon est la même : Lorsque l'on tente d'imposer un schéma de répartition des revenus à l'ensemble d'une population, les choix individuels bouleverseront inévitablement ce schéma, parce que, par exemple, désirant plus d'argent que ce qui vous est alloué, vous commencez à travailler tard dans votre garage à la production de biens et services destinés à vos voisins. Par conséquent, les dirigeants devront renoncer soit à leur schéma de répartition, soit au libre choix individuel. Ou comme le dit Nozick



(1974, p.163), « La société socialiste devra interdire les actes capitalistes entre adultes consentants »².

Les « redistributeurs » comme Rawls retorqueront que l'argent que les gens dépensent sur le marché ne leur appartient pas nécessairement. Il faut l'avoir acquis de façon juste : La question n'est pas de savoir, continue l'argument, si les gens peuvent disposer librement de leurs biens, mais plutôt comment ils en sont arrivés à avoir ce qu'ils revendiquent comme leur propriété. Nozick, suivant en cela Locke ([1689] 1960), répond que l'immense pouvoir créatif du capitalisme fait probablement plus que compenser ceux qui à l'origine n'ont pas acquis de ressources naturelles — la terre par exemple — et qu'ils n'ont donc aucune raison de se plaindre. Quoi qu'il en soit, la rente foncière ne représente qu'une petite partie du produit national brut dans un pays occidental typique, souvent moins d'un dixième (Friedman 1973, pp.xiv-xv). Dans la société moderne, la plupart des revenus proviennent du capital humain, les gens employant leurs différentes capacités, talents et compétences. S'il est vrai qu'à l'origine certains actifs ont été appropriés par la violence, et non dans le cadre du processus ordonné envisagé par Locke et Nozick, la chose n'est sans doute plus pertinente de nos jours. Les travaux de Becker et Thomas (1986, p.32) l'ont montré : « La quasi-totalité des avantages et désavantages imputables aux revenus de nos ancêtres est balayée en trois générations ».

5. Le test Rawlsien

Par-delà ses failles, la théorie de Rawls soulève une question importante : Quelle est la région du monde qui réserve le meilleur sort aux plus démunis ? Certains, avec Jeffrey Sachs, évoqueraient

² Murray Rothbard (1973) avait fait la même remarque un peu plus tôt.



les États providence nordiques, en particulier le « modèle suédois ». Mais il existe en fait trois modèles suédois. Aux XVIIIème et XIXème siècles, une forte tradition libérale se développe en Suède, le pasteur finno-suédois Anders Chydenius ([1765] 1939) présentant une théorie de la coordination spontanée par la libre concurrence onze ans avant qu'Adam Smith ([1776] 1981) ne publie sa *Richesse des nations*. Au milieu du XIXème siècle, des hommes politiques influents tels que Lars Johan Hierta, Johan August Gripenstedt ou encore Louis De Geer parviennent à libéraliser la Suède, à abolir les anciennes guildes, déréglementer les principaux secteurs d'exportation, baisser les tarifs, préserver la stabilité monétaire, améliorer l'éducation publique, élargir la liberté de la presse et renforcer la protection des droits de propriété privée. Grâce à cela, la Suède a été transformée. Entre 1860 et 1910, les gains réels des hommes travaillant dans l'industrie ont augmenté de 25% à chaque décennie. Entre 1870 et 1936, la Suède a connu le taux de croissance le plus élevé du monde industrialisé (Norberg, 1998).

Lorsque commença le long règne des sociaux-démocrates, en 1936, ces derniers trouvèrent un pays déjà prospère avec une répartition relativement uniforme des revenus. Au cours des décennies suivantes, ils veillèrent à maintenir deux piliers de la société suédoise, l'État de droit et le libre-échange, et bénéficièrent de surcroît de deux autres caractéristiques que l'on retrouve dans tous les pays nordiques : la cohésion sociale et une tradition d'assiduité au travail et d'honnêteté. On peut donc dire que le premier modèle suédois a été en place de 1870 à 1970. Mais entre 1970 et 1990, les sociaux-démocrates prirent un virage brusque vers la gauche, en augmentant les impôts et en essayant de transférer les entreprises privées entre les mains de fonds gérés par les salariés (les *wage earner funds*). Le résultat fut la quasi-disparition de l'esprit d'entreprise qui avait prospéré sous le



premier modèle suédois : presque tous les nouveaux emplois étaient désormais créés dans le secteur public. Le fardeau fiscal devint alors trop lourd et, au début des années 1990, l'économie était à deux doigts de la faillite. Les sociaux-démocrates, chassés du pouvoir pendant un temps, acceptèrent à contrecœur la nécessité d'un recul par rapport à un « redistributionnisme » extrême, et le troisième modèle suédois vit le jour : si les prestations sociales restent généreuses, les impôts ont été quelque peu réduits et l'entrepreneuriat encouragé, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Bref, le deuxième modèle suédois de 1970 à 1990, si souvent invoqué par les redistributeurs, s'est révélé insoutenable (Sanandaji, 2015).

Dans le contexte de la question Rawlsienne sur les plus démunis, le cas de la Suède peut sembler anecdotique. Une approche plus globale est suggérée par un groupe de recherche international qui a construit un « indice de liberté économique ». Dans leur enquête, les différentes économies du monde sont divisées en quatre groupes allant de la plus grande à la plus faible liberté économique. Les résultats sont clairs. En 2016, le revenu moyen (PIB annuel par habitant) dans le quartile des économies les plus libres était de 40 400 \$, alors qu'il n'était que de 5 600 \$ dans le quartile des économies non libre. En moyenne, les économies les plus libres ont également obtenu des résultats beaucoup plus élevés sur d'autres critères du bien-être humain tels que l'espérance de vie, les libertés civiles, l'égalité des sexes et les niveaux de bonheur (Gwartney et al., 2018). Rawls lui-même (1971, p.98) opérait avec une conception assez large des individus les plus démunis, le groupe des travailleurs non qualifiés, qui l'aurait facilement poussé à favoriser les économies les plus libres. Mais même si l'on utilise une conception beaucoup plus étroite, celle des 10 pour cent des personnes ayant les revenus les plus faibles, la conclusion est la même. En 2016, dans le quartile le plus



libre, le revenu moyen de ce groupe était de 10 700 \$, alors qu'il était de 1 300 \$ dans le quartile non libre. Fait remarquable, le revenu moyen des 10 % les plus pauvres dans les économies les plus libres s'est avéré presque deux fois plus élevé que le revenu moyen de *tous* dans les économies les moins libres. La pauvreté absolue, ou dénuement, définie comme un revenu inférieur à 3,20 dollars par jour, se situait à 4 % dans le quartile le plus libre, 14 % dans le deuxième, 29 % dans le troisième et 51 % dans le quartile le moins libre. Si l'on ne trouve pas pour autant de corrélation claire entre liberté économique et répartition des revenus, par exemple la part des 10 pour cent les plus pauvres dans le produit social total, c'est néanmoins dans les économies les plus libres que cette part est la plus forte. Les plus démunis sont mieux lotis sous un régime de liberté économique. Le capitalisme passe le test Rawlsien.

6. La pauvreté dans le monde de Piketty

Rawls s'inquiétait pour les pauvres. Mais ces derniers temps, la pauvreté s'est considérablement réduite dans le monde entier. En 1990, plus d'un tiers de la population mondiale vivait dans la misère. Un quart de siècle plus tard, en 2015, ce groupe s'était réduit à un dixième de la population mondiale ; le taux de pauvreté le plus bas de l'histoire connue (Banque mondiale 2018). Ceux qui sont aujourd'hui considérés comme pauvres dans les pays occidentaux vivent dans un bien plus grand confort que ne vivaient même les gens riches il y a deux siècles. Ils ont par exemple accès aux antibiotiques, à la musique enregistrée, à des soins dentaires adéquats et à la chirurgie de correction de la vue (Delsol et al. 2017, pp.185-92). Une fois encore, « Que la lumière soit. » Au début du XIXème siècle, un travailleur moyen obtenait en échange d'une heure d'effort 186 lumen-heures de lumière artificielle, en 2008 ce même travailleur ne reçoit pas moins de 8,4



millions de lumen-heures pour ce même effort (Ridley 2010, p.20). Non seulement la vie est devenue meilleure pour la plupart des gens, mais aussi plus longue. En 1838, l'espérance de vie à la naissance était de 33 ans en Islande, elle est passée à 82 ans en 2016 (Institut Max Planck 2019). Autrefois, les différences de durée de vie entre les individus et les groupes d'individus ont peut-être créé l'inégalité la plus grande et la plus tragique de toutes : entre la survie et la mort. Cette source d'inégalité a été considérablement réduite. Autrefois, il y avait aussi un grand fossé entre ceux qui avaient reçu une éducation et les masses qui ne savaient ni lire ni écrire. Cette source d'inégalité a également été considérablement réduite.

Pourtant Thomas Piketty (2014, p.261) écrit que « la moitié la plus pauvre de la population est aussi pauvre aujourd'hui qu'elle l'était dans le passé, avec à peine 5% de la richesse totale en 2010, comme en 1910 ». La vérité est tout autre. La moitié la plus pauvre de la population n'est pas « aussi pauvre » aujourd'hui qu'elle l'était par le passé, car la richesse totale est beaucoup plus grande aujourd'hui qu'en 1910. Par conséquent, la moitié la plus pauvre de la population est beaucoup plus riche aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1910. De fait, Piketty ne parle pas vraiment de pauvreté malgré son choix de mots trompeur. Il parle de la répartition des revenus, il se préoccupe de la richesse, pas de la pauvreté. Le problème, selon lui, c'est que les riches peuvent s'enrichir plus rapidement que les pauvres, pour une raison simple : le taux de rendement du capital peut dépasser le taux de croissance économique, comme au XIX^{ème} siècle. Ainsi, la part des riches dans le produit total peut devenir plus importante. Le capitalisme débridé crée les « inégalités arbitraires et insoutenables » que Piketty veut réduire en instaurant des taxes confiscatoires sur les riches au niveau mondial.



Bien que le taux de rendement du capital puisse parfois dépasser le taux de croissance économique, Piketty ignore ou sous-estime plusieurs facteurs. Premièrement, dans de nombreux pays occidentaux, une part importante du secteur privé appartient maintenant à des fonds de pension et non plus à des rentiers. Une autre considération est que certaines inégalités sont créées par le gouvernement plutôt que par le capitalisme. Les tarifs et les quotas favorisent les propriétaires et les employés des industries protégées, tout en réduisant le niveau de vie des consommateurs. L'autorisation d'exercer, qu'il s'agisse de médecins, de comptables publics, de plombiers ou de coiffeurs, transfère de l'argent des consommateurs aux fournisseurs des services autorisés. Le droit de la propriété intellectuelle, tels que les brevets, les droits d'auteur et les marques, génèrent plus d'inégalités que nécessaire pour récompenser les innovateurs et les artistes (Delsol et al. 2015, pp. 193-202). Quand Piketty (2014, p.563) discute de la richesse de Bill Gates, qui peut dans une certaine mesure être basée sur les brevets comme il le fait remarquer justement, il conclut que cette richesse devrait être confisquée (au lieu de permettre à Gates de la donner, comme il le fait), et non que les règles sur les brevets devraient être revues. D'autres exemples, bien connus des économistes, incluent les subventions aux agriculteurs et à la classe moyenne urbaine qui fréquente les opéras et envoie leurs enfants à l'université (Stigler 1970), sans oublier les banquiers qui semblent opérer sur le principe qu'ils peuvent percevoir les profits dans une reprise économique, mais que les contribuables doivent supporter leurs pertes lorsque les choses tournent mal (Kay, 2015 ; Gissurason, 2017b).



7. La richesse dans le monde réel

Pour les besoins de l'argumentation, supposons qu'au cours de la première décennie du XXIème siècle, la part des riches dans le produit total a été maintenue ou même quelque peu accrue, comme le prétend Piketty. Il n'en demeurerait pas moins, et c'est crucial, que les riches ne sont pas les mêmes individus ou les mêmes familles d'une époque à l'autre. Ce n'est pas comme si le capital était accumulé sans relâche par un groupe de personnes clairement définies et immuables, vivant derrière des portes closes (ou dans des communautés fermées), assis sur leur tas d'or, et transmettant ensuite leur capital à leurs enfants. Les groupes de revenu sont des concepts statistiques et non des entités fixes ou des agents indépendants. Les gens passent d'une catégorie de revenu à l'autre au fil du temps et de l'espace. Ainsi, lorsque Piketty (2014, p.252) affirme que « le décile supérieur est vraiment un monde en soi », il ignore ce que la recherche montre : aux États-Unis plus de la moitié de tous les Américains se trouvent dans ce décile supérieur à un moment donné de leur vie (Sowell 2019, p.111).

De même, lorsque Piketty (2014, p.435) affirme que selon la liste annuelle des milliardaires publiée par *Forbes*, la richesse des plus riches de la liste a augmenté à un taux moyen réel de 6,8 pour cent pour la période 1987-2010, soit trois fois la croissance annuelle de l'économie mondiale qui est de 2,1 pour cent, il ignore le fait qu'il s'agissait de personnes *différentes*. Prenons la liste de 1987. Les quatre premiers de la liste étaient des hommes d'affaires japonais. Leur richesse s'est considérablement réduite depuis lors ou a complètement disparu, semble-t-il. Seules trois des dix personnes les plus riches de la liste ont plus ou moins conservé leur richesse au cours des décennies suivantes, la famille Rausing, Kenneth Ray Thomson et Keizo Saji, mais le taux de rendement annuel moyen de leur capital était respectivement de 2,7, 2,9 et 1,1



pour cent, bien inférieur aux 6,8 pour cent prévus par Piketty (Delsol et al., 2017, pp.31-35). Reprenons à présent la liste la plus récente, celle de 2018. Les dix personnes les plus riches sont toutes des entrepreneurs, quatre d'origine modeste — Jeff Bezos, Bill Gates, Amancio Ortega et Larry Ellison —, deux de familles de la classe moyenne et quatre de familles riches, mais les quatre individus de ce dernier groupe ont eux-mêmes fait l'essentiel de leur fortune — c'est le cas par exemple de deux des quatre frères Koch, Charles et David (Dolan et Kroll, 2018). Une autre liste publiée par le magazine *Forbes* est celle des 400 personnes les plus riches du monde. En 1984, moins de la moitié des personnes inscrites sur la liste avaient bâti leur fortune toute seule. En 2018, en revanche, ils sont plus des deux tiers à avoir créé leur propre fortune (Kroll, 2018). Les enquêtes annuelles réalisées par le *Sunday Times* auprès des 1 000 personnes les plus riches du Royaume-Uni montrent la même chose. En 1989, 43 % seulement des personnes inscrites sur cette liste avaient fait fortune en partant de rien, et beaucoup sur cette liste étaient des propriétaires fonciers. En 2018 au contraire, 94 % d'entre elles avaient bâti leur propre fortune (Watts 2018). Cela suggère que Piketty (2014 : 377) a tort de croire que « le passé tend à dévorer l'avenir ».

Les raisons pour lesquelles Piketty paraît plus intéressé à faire tomber les riches qu'à hisser les pauvres se trouvent probablement dans sa déclaration susmentionnée selon laquelle « le capitalisme génère automatiquement des inégalités arbitraires et insoutenables qui sapent radicalement les valeurs méritocratiques sur lesquelles les sociétés démocratiques sont fondées ». Certaines affirmations dans cette déclaration semblent cependant peu plausibles. Il est difficile de comprendre pourquoi une société caractérisée par de grandes inégalités ne peut donc pas durer. Il y a plus d'inégalités aux États-Unis qu'en France, mais



aussi plus de stabilité politique. De nombreux gouvernements dans les pays moins développés sont instables, mais cela est dû à la pauvreté, à la corruption ou à d'autres problèmes sociaux et politiques plutôt qu'aux inégalités. Bien que Piketty ait raison de dire que la répartition des revenus et de la richesse dans une société libre est dans une certaine mesure arbitraire et certainement pas uniquement ni toujours fonction du mérite, elle doit être comprise comme la conséquence involontaire d'une myriade de transactions commerciales. Et comme cette distribution ne doit rien à des comportements injustes, tel que le vol ou la fraude, elle peut être considérée comme n'étant pas injuste.

Lorsque Piketty laisse entendre qu'une grande concentration de richesses menace la démocratie, il a peut-être aussi partiellement raison. Certes, les Rothschild et les Rockefeller sont mieux placés que la plupart des gens pour influencer les juges, les policiers, les politiciens, les bureaucrates et les journalistes ainsi que le grand public. Même dans les pays qui garantissent dans les textes l'égalité devant la loi, les gens se retrouvent avec des ressources très inégales lorsqu'ils sont confrontés à la loi. L'argument de l'inégalité des ressources peut avoir une force particulière dans les petites sociétés. La pièce de Friedrich Dürrenmatt, *La Visite de la vieille dame* (1956), en offre une illustration dramatique. Les habitants d'une ville suisse en difficulté, Güllen, espèrent un don important d'une vieille dame riche, Mme Zachanassian, qui revient dans sa ville natale après de nombreuses années. (Son nom est un composite des noms de trois célèbres magnats européens, Zacharoff, Onassis et Gulbenkian.) Elle en veut à l'un d'eux, et les autres citoyens acceptent de le tuer à la demande de la dame. Le meurtre est étouffé, le don est fait, et la vieille dame part avec le corps dans un cercueil. Dans une société plus large, cependant, si la possibilité d'abus de pouvoir



économique devient un problème réel, il pourrait être malavisé de transférer ce pouvoir économique de milliers de millionnaires et de milliardaires vers un État contrôlé par quelques politiciens et bureaucrates. Il semblerait beaucoup plus raisonnable d'essayer d'augmenter le nombre des riches et d'encourager ainsi une plus grande dispersion du pouvoir économique.

8. Balzac contre Piketty

Piketty lance un avertissement : si les gens ignorent son appel à la confiscation des richesses par la taxe, ils finiront par se retrouver dans un monde guère différent de celui de la France du début du XIX^{ème} siècle, décrit « avec un véritable pouvoir évocateur et vraisemblance » par son compatriote Honoré de Balzac. Piketty a raison de dire que les romanciers et les dramaturges peuvent parfois énoncer des vérités générales avec plus de force que les statisticiens ou les économistes, comme le montrent les travaux de Defoe, Grossman et Dürrenmatt mentionnés ici. Mais le roman le plus souvent cité par Piketty, *Le Père Goriot* de Balzac ([1834-5] 1885), montre exactement le contraire de ce que Piketty affirme. Ce qu'illustre le roman, ce n'est pas la tendance à l'accumulation du capital sous certaines lois inexorables, mais plutôt sa précarité. Il ne s'agit pas de richesse, il s'agit de l'absence de richesse, comme le confirme une brève analyse.

Le roman se déroule à Paris vers 1819, peu après la défaite de Napoléon et la restauration des Bourbons. Le vieux Jean-Joachim Goriot s'était enrichi pendant la Révolution française et utilisait la majeure partie de cette fortune pour fournir des dots à ses deux filles, qu'il aime passionnément. C'est pourquoi il vivait modestement dans une pension de famille. Ses deux filles, la baronne Delphine de Nucingen et la comtesse Anastasie de



Restaud, sont cependant ingrates envers leur père et ne lui parlent que quand elles ont besoin de quelque chose. Autre invité à la pension, Eugène de Rastignac, est un beau jeune étudiant en droit du Sud de la France, aux ressources insuffisantes pour faire son entrée dans la haute société parisienne dont il rêve. Deux autres résidents jouent un rôle de choix : Victorine Taillefer est la fille d'un riche homme d'affaires qui refuse de la reconnaître et la met sur une maigre rente, prévoyant de laisser sa fortune à son frère. Victorine est attirée par Rastignac. C'est ce que remarque un quatrième locataire, le mystérieux Vautrin, un célibataire confirmé qui aime Rastignac et qui lui donne des conseils sur la façon de vivre dans le monde. Il conseille à Rastignac d'épouser Victorine et lui propose de faire tuer son frère pour qu'elle devienne l'unique héritière de son père. Selon Vautrin, l'honnêteté ne paie pas. « Le secret des grandes fortunes sans cause apparente est un crime oublié, parce qu'il a été proprement fait. » (Balzac [1834-5] 1885, p.142).

Rastignac refuse cette offre, mais Vautrin ne le prend pas au sérieux et fait tuer le frère de Victorine. Pendant ce temps, les deux filles de Goriot ont des difficultés. L'amant d'Anastasie est un joueur qui ratisse des dettes qu'elle essaie de payer, même en vendant des biens de la famille Restaud. L'amant s'enfuit, laissant derrière lui une dette énorme. Le mari d'Anastasie découvre son vol et lui impose des règles strictes. Delphine doit aussi trouver de l'argent à donner à son amant, mais il s'avère que son mari a lié sa dot par des spéculations. A la pension, la police surveille Vautrin. Finalement, il est appréhendé. Il s'avère que c'est un criminel notoire du nom de Jacques Collin. Goriot, angoissé par les problèmes conjugaux et financiers de ses filles, est victime d'un accident vasculaire cérébral. Ses filles ne lui rendent visite sur son lit de mort que lorsqu'il est trop tard, et ses gendres refusent de participer aux funérailles. Rastignac doit emprunter de l'argent



pour les payer. Après que le cercueil de Goriot ait été descendu dans la tombe, Rastignac se rend au point culminant du cimetière, veille sur Paris et s'exclame : « A nous deux maintenant ! » (Balzac [1834-5] 1885, p.348).

La plupart des protagonistes du roman de Balzac manquent d'argent parce que, gouvernés par leurs passions, ils l'ont dépensé sans compter : Goriot sur ses filles, les filles sur leurs amants, les amants sur les jeux de hasard et autres formes de vie dissolue, Rastignac sur les beaux habits et autres conditions de participation à la société parisienne. Encore une fois, les gendres de Goriot s'étaient mariés pour de l'argent. Victorine est pauvre parce que son père l'a pratiquement déshéritée. Même si Vautrin est un homme qui a des moyens, c'est un prisonnier en fuite. En fait, la carrière criminelle de Vautrin avait commencé dans sa jeunesse lorsqu'il avait consenti à prendre sur son compte le crime d'un beau soldat italien qui avait commis un faux. Ainsi, Vautrin, comme les autres protagonistes, est régi par ses fortes passions. C'est aussi un peu étrange de penser à lui, un criminel endurci qui a fini par être attrapé par la police, comme quelqu'un qui pourrait donner des conseils aux autres sur la façon de vivre dans le monde. Dans le roman de Balzac, le capital ne s'accumule certainement pas sans relâche. Il est volage, instable, précaire, souvent gaspillé par ses propriétaires. Peut-être Balzac suggère-t-il par son roman que l'argent peut avilir le caractère, mais il démontre certainement la façon dont les passions peuvent dilapider l'argent. De fait, le manque d'argent peut avilir plus encore que sa possession.

9. Le socialisme dans un seul pays

Les économistes ont opposé aux thèses de Piketty de nombreux arguments dont nous n'avons pas fait mention jusqu'à



présent : Il laisse de côté le capital humain qui est sûrement plus uniformément réparti que le capital physique ; l'augmentation de la richesse des riches semble être dans une certaine mesure une illusion statistique, fondée sur une hausse des prix de l'immobilier induite par le gouvernement ; Piketty ignore largement l'effet des transferts gouvernementaux sur le revenu après impôt des pauvres, ainsi que l'effet d'un impôt marginal plus faible sur les comportements et stratégies des groupes à revenus élevés ; il y a apparemment quelques graves erreurs et omissions dans son traitement des données provenant de divers pays ; etc. (Delsol et al. 2017). Mais alors que Rawls voulait élever les pauvres et que Piketty voulait faire tomber les riches, ils étaient fermement d'accord sur le fait que leurs théories ne pouvaient se réaliser que dans un pays fermé. La redistribution qui serait requise si les habitants d'Haïti ou du Congo, par exemple, devaient être inclus dans le schéma de Rawls, serait si drastique qu'elle dépasserait les pouvoirs des autorités élues dans les démocraties riches. En 2017, un milliard de personnes vivaient en Afrique subsaharienne. C'était la région la plus pauvre du monde avec un revenu moyen (PIB par habitant) de 1 574 dollars. Au même instant, 325 millions de personnes vivaient aux États-Unis avec un revenu moyen de 59 531 dollars (Banque mondiale 2019). De toute évidence, des taxes mondiales de redistribution qui pèseraient sur les citoyens ordinaires des États-Unis et d'autres sociétés d'abondance seraient punitives. C'est pourquoi Rawls a dû stipuler que son groupe le plus défavorisé vivait dans une société d'abondance et que la redistribution selon ses principes était limitée à cette société. C'est également pour cette raison que les impôts confiscatoires sur les revenus et les biens des personnes très riches que Piketty suggère de mettre en place doivent être mis en place au niveau mondial. Il veut interdire aux Suédois fortunés de quitter la Suède pour la Suisse afin d'alléger leur charge fiscale. Rawls et Piketty doivent tous deux insister sur « le socialisme dans un seul pays ».



Pour mettre en œuvre leurs programmes de redistribution, Rawls et Piketty réalisent implicitement la nécessité de capturer le groupe le plus productif de la société. Une façon de voir les choses est d'examiner la répartition du fardeau fiscal dans la plus grande économie occidentale, celle des États-Unis. En 2013, les données du *Congressional Budget Office* ont montré le montant moyen des impôts payés et des prestations reçues pour cinq groupes de ménages, ces groupes étant formés sur la base des revenus. Le quintile supérieur avait un revenu marchand moyen de 253 000 dollars et le quintile inférieur, de 15 800 dollars. En moyenne, le groupe du haut de l'échelle a payé 69 700 dollars d'impôt fédéral et le quintile inférieur 800 dollars. Les trois groupes correspondants aux revenus faibles et moyen ont reçu plus de transferts qu'ils n'ont payé d'impôt : seuls les deux groupes à revenu élevé ont reçu moins. Le quintile supérieur a payé 57 700 dollars de plus en moyenne qu'il n'a reçu et le deuxième quintile 2 600 dollars, tandis que le troisième quintile a reçu 7 800 dollars, le quatrième quintile 12 200 dollars et le cinquième quintile 8 800 dollars. En d'autres termes, c'est le quintile supérieur, les 20 % de ménages à revenu élevé, qui a financé l'État providence américain. Pour chaque dollar que le quintile supérieur payait en impôts, il recevait 17 cents, le deuxième quintile supérieur 85 cents, le quintile intermédiaire 1,88 dollars, le deuxième quintile inférieur 4,05 dollars et le cinquième inférieur 12 dollars (Perry 2016). Les données d'autres pays confirment cette conclusion générale, bien qu'en Europe les pauvres paient relativement plus d'impôts et les riches relativement moins qu'aux États-Unis. La conclusion semble imparable : les programmes de redistribution envisagés par Rawls et Piketty ne sont ni plausibles ni réalisables.



Références

Aristote (1941) [vers 340 av. J.-C.]. *The Basic Works*, sous la direction de R. McKeon. New York: Random House.

Balzac, Honoré de. (1885/1834–5). *Père Goriot*. Boston : Roberts Brothers.

Banque mondiale (2018), *Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Poverty Puzzle*, Washington DC : Banque mondiale.

Banque mondiale (2019), GDP per capita, current US\$, <https://data.worldbank.org/indicator/ny.gdp.pcap.cd>

Becker, Gary S. et Nigel Tomas (1986), “Human Capital and the Rise and Fall of Families”, *Journal of Labor Economics*, 4 (1) : 1-39.

Buckley, William F. (1986/1951), *God and Man at Yale*, South Bend IN: Éditions Gateway.

Chydenius, Anders (1931/1765), *The National Gain*, Londres : Ernest Benn.

Delsol, Jean-Philippe, Nicolas Lecaussin et Emmanuel Martin (2017), *Anti-Piketty: Capital for the 21st Century*, Washington DC: Cato Institute. La version française: *Anti-Piketty - Vive le capital au XXI^e siècle*, Ed. Libréchange (2015)

Dolan, Kerry A. et Louisa Kroll (2018), “Forbes Billionaires 2018 : Meet the Richest People on the Planet,” *Forbes*, 6 mars.

Dürrenmatt, Friedrich (1956), *Der Besuch der alten Dame* [La visite], Zürich, Arche.

Flew, Antony (1981), *The Politics of Procrustes : Contradictions of enforced Equality*, Londres: Temple Smith.

Friedman, David (1973), *The Machinery of Freedom*, New York : Harper & Row

George, Henry (1935/1879), *Progress and Poverty: An Inquiry into the Cause of Industrial Depressions and of Increase of Want with Increase of Wealth: The Remedy*, New York : Fondation Robert Schalkenbach.

Gissurarson, Hannes H. (2017a), *Green Capitalism: How to Protect the Environment by Defining Private Property Rights*. Bruxelles : New Direction.

Gissurarson, Hannes H. (2017b), *Lessons for Europe from the 2008 Icelandic Bank Collapse*, Brussels : New Direction.



Gissurarson, Hannes H. (2018), *Spending Other People's Money: A Critique of Rawls, Piketty and Other Redistributionists*, Brussels: New Direction.

Grossman, Vasily (2006/1960), *Life and Fate*, traduit par Robert Chandler. New York: New York Review Books Classics.

Gwartney, James, Robert Lawson, Joshua Hall et Ryan Murphy (2018), *Economic Freedom of the World: 2018 Annual Report*, Vancouver (Colombie-Britannique) : Fraser Institut.

Hayek, Friedrich A. von. (1983), "The Muddle of the Middle," in *Philosophical and Economic Foundations of Capitalism*, sous la direction de S. Pejovich, 89-101. Lexington MA: D. C. Heath and Company.

Kay, John (2015), *Other People's Money: Masters of the Universe or Servants of the People*, London : Profile Books.

Kroll, Luisa (2018), "The Forbes 400 Self-Made Score: From Silver Spooners to Bootstrappers," *Forbes* 3 Octobre.

Locke, John (1960/1689), *Two Treatises of Government*, sous la direction de P. Laslett. Cambridge: Cambridge University Press.

Lucas, John R. (1980), *On Justice*, Oxford : Clarendon Press.

Institut Max Planck (2019), *Human Mortality Database*. Max Planck Institute for Demographic Research, Université de Californie, Berkeley et INED, Paris. <https://www.mortality.org>

Mises, Ludwig von (1922), *Die Gemeinwirtschaft* [Socialisme]. Jena : Gustav Fischer.

Norberg, Johan (1998), *Den svenska liberalismens historia* [Histoire du libéralisme suédois], Stockholm : Timbro.

Nozick, Robert (1974), *Anarchy, State and Utopia*. New York : Basic Books. En français : *Anarchie, Etat et Utopie*, PUF (2016)

Perry, M. J. (2016), Blog 13 juin 2016. <http://www.aei.org/publication/cbo-study-shows-that-the-rich-dont-just-pay-a-fair-share-of-federal-taxes-they-pay-almost-everybodys-share/>

Piketty, Thomas (2014), *Capital in the Twenty-First Century*, Cambridge MA: Belknap Press. Version française, *Le capital au XXIe siècle*, Ed. Le Seuil (2013)

Platon (1961/ vers 380 av. J.-C.), *The Collected Dialogues*, édité par E. Hamilton et H. Cairns. Princeton NJ : Princeton University Press.



Rawls, John (1971), *A Theory of Justice*, Cambridge MA: Belknap Press. Paru en français dans une traduction de Catherine Audard: *Théorie de la justice*, Ed. Le Seuil (2009)

Ridley, Matt (2010), *The Rational Optimist*. London : Fourth Estate.

Rothbard, Murray (1973), "A Future of Peace and Capitalism," in *Modern Political Economy*, sous la direction de James H. Weaver, 419-430. Boston : Allyn et Bacon.

Rosanoff, M. A. (1932), "Edison in His Laboratory," *Harper's Magazine* 165 (septembre) : 402-417.

Sachs, Jeffrey D. (2006), "Welfare States beyond Ideology," *Scientific American* 295 (5) : 42.

Sanandaji, Nima (2015), *Scandinavian Unexceptionalism*, London : Institute of Economic Affairs.

Smith, Adam (1981/1776), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, sous la direction de R. H. Campbell et A. S. Skinner. Indianapolis: Liberty Fund.

Smith, Adam. 1982 [1759]. *The Theory of Moral Sentiments*, sous la direction de D. D. Raphael et A. I. Macfie. Indianapolis: Liberty Fund.

Sowell, Thomas (2019), *Discrimination and Disparities*, New York: Basic Books.

Stigler, George J. (1970), "Director's Law of Public Income Distribution," *The Journal of Law and Economics* 13 (1) : 1-10.

Watts, Robert (2018), "The Rich List : At last, the Self-made Triumph over Old Money," *Sunday Times*, 13 mai.